

Unité Départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

PLERIN, le 15 septembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/08/2022

Contexte et constats

Publié sur 

STB SAS

Zone industrielle du moulin à vent
22120 YFFINIAC

Code AIOT : 0005517250

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/08/2022 dans l'établissement STB SAS implanté Zone industrielle du moulin à vent 22120 YFFINIAC. L'inspection a été annoncée le 12/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le département des Côtes-d'Armor connaît une période de sécheresse et des températures supérieures aux normales saisonnières qui conduisent à une dégradation importante du débit des cours d'eau, associée à une augmentation significative des besoins en eau potable, sans possibilité de reconstituer les réserves rapidement.

Des mesures de restriction de l'usage de l'eau ont donc été instaurées par les arrêtés préfectoraux du 21 juillet puis du 28 juillet 2022. Depuis le 10 août 2022, le préfet des Côtes-d'Armor a décidé de renforcer les mesures de restriction de l'usage de l'eau en plaçant l'ensemble du département en situation de CRISE, conformément aux dispositions de l'arrêté cadre sécheresse.

Ce classement conduit aux mesures de restriction indiquées dans l'arrêté préfectoral du 10 août 2022 pour tous les prélèvements d'eau à partir du réseau public d'alimentation en eau potable et dans le milieu naturel (forages, puits, prélèvements en rivière, plans d'eau ou retenues connectés durant l'étiage), effectués à l'aide d'installations fixes ou mobiles.

Dans ce contexte, une action de contrôle a été engagée par les services de l'Inspection des installations classées en direction des plus gros consommateurs industriels du département pour vérifier la bonne application des mesures de réduction.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STB SAS
- Zone industrielle du moulin à vent 22120 YFFINIAC
- Code AIOT : 0005517250
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Statut IED : IED

La SAS STB (Stalaven Teyssier Boutot) exploite à Yffiniac une usine agroalimentaire, spécialisée dans la transformation de produits végétaux et carnés. L'usine comprend plusieurs unités de production : charcuterie, pâtisserie salée, traiteur et salades.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

consommation d'eau : mesures de limitation ou d'interdiction provisoire des prélèvements et des usages de l'eau dans le département des Côtes d'Armor

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Réduction de consommation ou mesure alternative	Arrêté Préfectoral du 28/07/2022, article 2 (ligne 7)	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Niveau d'alerte sécheresse	Arrêté Préfectoral du 11/08/2022, article 1er	/	Sans objet
2	Suivi des consommations	Arrêté Préfectoral du 28/07/2022, article 2 (ligne 7)	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les installations sont soumises aux mesures de réduction et d'interdiction liées au niveau de sécheresse "crise". Elles sont plus particulièrement soumises à l'obligation de réduire d'au moins 25% leur consommation d'eau pour les différents process relatifs aux eaux industrielles. Cette réduction de 25% n'est pas mise en œuvre sur les installations au regard des derniers relevés effectués hebdomadairement des consommations.

Toutefois, l'exploitant a engagé sur les dernières années diverses actions probantes de réduction de la consommation d'eau à l'échelle du site. Ainsi la consommation moyenne hebdomadaire de 2022 a baissé d'environ 21% au regard des 5 dernières années.

En revanche, les actions engagées ne reposent pas sur un diagnostic précis des différents postes consommateurs. Il résulte de cette absence de formalisme qu'il n'a pas été possible, lors de l'inspection, d'évaluer la hiérarchisation des actions entreprises dans la réduction de l'impact du site industriel sur la ressource ou encore si d'autres actions peuvent être engagées selon un calendrier spécifié.

C'est pourquoi, il est demandé à l'exploitant, à travers le constat susceptible de mise en demeure, de détailler et formaliser les actions déjà mises en œuvre, celles prévues accompagnées d'échéances de réalisation et d'objectifs de réduction. De même, le plan d'action doit comprendre des indicateurs qui permettent de mesurer précisément les gains apportés par les différentes actions initiées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Niveau d'alerte sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2022, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Déclaration des niveaux de sécheresse sur le département des Côtes d'Armor
Constats : L'arrêté préfectoral du 10 août 2022, pris en application de l'arrêté cadre sécheresse du 16 juin 2022, a déclaré en état de "crise sécheresse" tout le département au titre des milieux aquatiques. Il définit les mesures de restriction applicables. Le site est notamment visé par les mesures définies à l'article 2 ligne 7.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Suivi des consommations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2022, article 2 (ligne 7)
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Relevé des compteurs à fréquence hebdomadaire
<p>Constats : Le site dispose de 2 arrivées principales d'eau potable pour l'utilisation de l'eau dans le process. Le site est également autorisé dans son arrêté préfectoral d'autorisation du 11/03/2013 à prélever sur un forage : ce forage n'est plus utilisé depuis plusieurs années, ce point a déjà été abordé lors de la visite d'inspection du 28/10/2021 et la société STB s'était alors engagée à combler ce forage avant fin 2021 (non vérifié lors de la visite d'inspection du 18/08/2022).</p> <p>Le site dispose également de sous-compteurs, mais compte-tenu de l'évolution du site ces dernières années, les réseaux et emplacement des sous-compteurs ne sont pas appropriés pour permettre une analyse des consommations de chaque UP (Unité de Production) du site. Des travaux sont nécessaires au niveau des réseaux afin de pouvoir mettre en place des sous-compteurs aux emplacements appropriés pour suivre les consommations de chaque UP.</p> <p>Les compteurs principaux sont relevés habituellement de manière mensuelle (tour "physique" au niveau des compteurs) et du fait de la sécheresse, à une fréquence quotidienne depuis le 01/08/2022. L'industriel précise que le système de supervision du site permet un report heure par heure des compteurs.</p> <p>Les relevés présentés mettent en évidence :</p> <ul style="list-style-type: none">- une consommation moyenne hebdomadaire calculée sur les 5 dernières années sur la période Juin à Septembre (période considérée par l'industriel comme représentative de son UP la plus consommatrice, l'UP Salades) de 5469 m3- une consommation moyenne hebdomadaire de 4299 m3 en semaine 32 (semaine en partie en niveau "alerte" et en partie en niveau "crise"), soit une baisse de consommation de 21,4% au regard de la moyenne des 5 dernières années. <p>La visite sur site a permis de constater la présence et l'accessibilité des 2 compteurs principaux d'alimentation en eau pour le process.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Réduction de consommation ou mesure alternative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2022, article 2 (ligne 7)
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Usage de l'eau strictement nécessaires au process de production ou à l'activité exercée: Réduction impérative de - 25 % et objectif à -40% de la consommation moyenne hebdomadaire interannuelle calculée sur les 5 dernières années correspondant à la période en cours hors période de sécheresse, sauf si : - l'arrêté préfectoral encadrant l'activité prévoit des prescriptions relatives aux économies d'eau à réaliser en cas de sécheresse, Ou - l'industriel peut présenter un diagnostic de moins de 5 ans portant sur son procédé et proposant un plan d'actions de réduction des consommations d'eau qu'il a mis en oeuvre, Ou - l'industriel peut démontrer que ses besoins en eau utilisée pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (e.g mise en oeuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité).
Constats : L'exploitant indique avoir engagé depuis plusieurs années une démarche d'optimisation de ses consommations d'eau. Il est en mesure de présenter les baisses de consommation d'eau depuis 2017 : les consommations mensuelles d'avril à juillet 2022 sont en baisse de l'ordre de -12 à -18% par rapport à la consommation mensuelle moyenne des 5 dernières années ; cette baisse atteint -21% sur la semaine 32 de juillet 2022 par rapport à la consommation hebdomadaire moyenne des 5 dernières années. Parmi les actions de réduction de la consommation d'eau mises en place depuis plusieurs années par l'exploitant, on peut noter : - mise en circuit fermé des eaux de refroidissement de plusieurs équipements, - choix de matériel plus performant et moins coûteux en eau lors des modifications de ligne de production, - achat d'un compteur "non intrusif" "déplaçable" avant l'été 2022, - dans le cadre de la sécheresse 2022, rappel et sensibilisation des opérateurs sur la bonne utilisation des jets d'eau pour le nettoyage des équipements et des sols, notamment : utilisation restreinte du jet d'eau au sol et utilisation de la raclette dès que possible, diminution de la fréquence de nettoyage de l'environnement du poste de travail dans la limite des contraintes sanitaires et de sécurité - réalisation de "visites comportementales environnement éco d'eau" : observation des opérateurs dans leur quotidien, chronométrage des opérations de nettoyage, etc. De plus, l'industriel envisage de diminuer la pression de l'eau à l'arrivée des compteurs principaux : il a déjà pris contact avec Veolia en ce sens. L'un des 2 compteurs principaux peut être équipé rapidement ; le 2ème nécessite par contre des travaux d'agrandissement du regard au préalable. La visite sur site a permis de constater la présence sur chacune des 2 arrivées d'eau d'un instrument de mesure en continu de la pression, mise en place dans le cadre de ce projet. L'industriel prévoit que les aménagements nécessaires à cette baisse de pression dans le réseau d'alimentation en eau soient réalisés dans la 1ère quinzaine de septembre au plus tard. Par ailleurs, l'industriel précise avoir sollicité au printemps 2022 des devis auprès de 2 bureaux d'études pour un diagnostic des consommations d'eau du site et avoir candidaté plus récemment auprès de la CCI pour bénéficier du programme Ecod'O (3-4 j de pré-diagnostic). Il ajoute que le programme Ecod'O est prévu fin 2022 début 2023 et que la réalisation du diagnostic plus complet est déjà prévu au budget de 2022-2023.

La visite sur site a permis de visualiser les pratiques au sein de l'UP Salades, qui était en fin de production au moment de la visite. Il a été constaté la présence et l'utilisation de raclettes au sol, l'existence d'une machine de nettoyage des bacs permettant de limiter la consommation d'eau par rapport à un lavage au jet. Il a également été observé lors de la visite un nettoyage au sol par un opérateur avec une forte utilisation d'eau au jet.

En conclusion, si l'exploitant ne répond pas à la réduction d'au moins 25% de ces besoins industriels en eau, il se situe dans la possibilité de dérogation à la règle par son engagement concret dans la réduction de ses consommations. Les mesures sont mises en œuvre et se traduisent par des résultats probants, mais elles ne se basent pas sur un diagnostic fin du process et des postes les plus consommateurs, ni sur une hiérarchisation formalisée des actions permettant les plus grandes économies en eau, ni sur des indicateurs de suivi appropriés. Il est ainsi demandé à l'exploitant de procéder à cette formalisation et que le plan d'actions défini soit porté par la direction.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet